

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/W/28

12 juin 1997

(97-2420)

Comité du commerce et du développement

PREPARATIFS EN VUE DE LA REUNION DE HAUT NIVEAU SUR LES PAYS LES MOINS AVANCES

Note du Secrétariat

1. La présente note répond à une demande du Comité du commerce et du développement, formulée à sa réunion du 20 mai 1997; le Comité souhaitait avoir une note d'information sur l'avancement des préparatifs de la réunion de haut niveau sur les pays les moins avancés.
 2. La réunion de haut niveau sur les pays les moins avancés se tiendra les 27 et 28 octobre 1997 au Palais des Nations à Genève, salle XX.
 3. Les organisations intergouvernementales les plus directement associées à la réunion de haut niveau sont la Banque mondiale, le CCI, la CNUCED, le FMI, le PNUD et l'OMC.
- A. Réunion préparatoire du 26 juin
4. Une réunion préparatoire des gouvernements membres de l'OMC et de la CNUCED aura lieu le 26 juin au Centre de conférence international, rue de Varembé à Genève.
 5. Il sera demandé aux participants à la réunion préparatoire de juin de prendre des décisions sur les questions suivantes:
 - a) Projet d'ordre du jour et structure de la réunion de haut niveau. Un projet d'ordre du jour figure à l'Appendice I de la présente note; il fait partie du projet d'ordre du jour de la réunion préparatoire du 26 juin.
 - b) Participation des gouvernements à la réunion de haut niveau. Il est convenu d'inviter les 48 pays les moins avancés. En outre, il est proposé que tous les autres gouvernements membres de l'une ou l'autre des six organisations intergouvernementales associées aux préparatifs de la réunion de haut niveau soient invités.
 - c) Arrangements en vue de la participation des organisations non gouvernementales (ONG). Il est proposé que, suivant la pratique adoptée par l'OMC à la Conférence ministérielle de Singapour et dans le souci de répondre aux prescriptions en matière de participation des ONG de certaines des autres organisations intergouvernementales associées à la réunion de haut niveau, les ONG soient autorisées à participer en tant qu'observateurs aux séances plénières de la réunion de haut niveau. En outre, un colloque d'ONG consacré à la réunion de haut niveau serait organisé quelques semaines avant la tenue de celle-ci.

- d) Arrangements en vue de la participation du secteur privé. Il est proposé de suivre la même pratique que pour les ONG et de permettre aux représentants du secteur privé de participer en tant qu'observateurs aux séances plénières de la réunion. Par ailleurs, il est proposé d'inviter six hommes d'affaires éminents qui participeraient en leur nom propre, en tant que conseillers techniques, à la réunion de haut niveau afin de faire entendre l'opinion du secteur privé. Il s'agirait de représentants illustres des milieux d'affaires internationaux, ayant d'excellentes qualités de communication et une vue d'ensemble ne se limitant pas à leur propre branche de production ou à leur pays d'origine. Ils seraient invités à intervenir dans les divers modules dans le cadre de la réunion de haut niveau, à l'exception des séances plénières.

6. Un projet d'ordre du jour de la réunion préparatoire, élaboré conjointement par les secrétariats de la CNUCED et de l'OMC, a été distribué le 3 juin à tous les Membres de l'OMC. Le 5 juin, le Secrétaire général de la CNUCED a mené des consultations informelles sur la base d'une version légèrement révisée du projet d'ordre du jour (Appendice I de la présente note); les membres du Sous-Comité des pays les moins avancés de l'OMC étaient invités à y participer. Le secrétariat de la CNUCED publiera un rapport sur ces consultations.

B. Structure de la réunion de haut niveau

7. Lors des consultations informelles, l'une des questions soulevées avait trait à la structure de la réunion de haut niveau.

8. Il est proposé d'organiser un certain nombre de "tables rondes" par pays, consacrées à l'application du cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce, y compris pour le renforcement des capacités humaines et institutionnelles, en vue de répondre aux besoins globaux des différents pays les moins avancés; seraient associés à cette activité lors de la réunion de haut niveau les pays ayant terminé l'évaluation globale des besoins que M. Ruggiero les a invités à entreprendre dans sa lettre du 7 mai (voir ci-après).

9. En outre, il est proposé d'intégrer à la réunion une série de tables rondes thématiques (sur des thèmes tels que l'accès aux marchés, l'amélioration de la capacité de production et de commercialisation des PMA, l'investissement étranger direct, l'informatique, les infrastructures, le renforcement des capacités humaines, et le commerce au service de la lutte contre la pauvreté, choisis à partir d'une liste indicative) qui remplaceraient dans une large mesure les interventions officielles des gouvernements à la réunion de haut niveau (la structure proposée figure à l'Appendice II de la présente note).

C. Financement

10. Les participants à la réunion préparatoire seront invités à examiner l'incidence financière de l'organisation de la réunion de haut niveau. Le Secrétariat de l'OMC a distribué le 1er mai un projet de budget sous la cote WT/COMTD/LLDC/W/6 et a créé un fonds d'affectation spéciale pour le financement de la réunion de haut niveau.

D. Evaluation des besoins

11. Les participants à la réunion préparatoire pourront voir où en sont les pays les moins avancés dans la préparation de l'évaluation globale de leurs besoins de coopération technique liée au commerce, suite à l'invitation formulée M. Ruggiero dans la lettre adressée le 7 mai aux Ministres du commerce des 48 pays les moins avancés (Appendice III de la présente note). Il est essentiel que chacun des pays les moins avancés prenne l'entière responsabilité de la réalisation de l'évaluation de ses propres

besoins; toutefois, il a été prévu qu'une assistance à cet effet serait fournie, par les organisations intergouvernementales les plus directement associées à la réunion de haut niveau ou par leur intermédiaire, à tous les PMA qui en feraient la demande.

12. Une fois terminée, l'évaluation des besoins fera l'objet d'un examen conjoint par des fonctionnaires des six organisations intergouvernementales les plus directement associées à la réunion de haut niveau, qui à leur tour s'efforceront de répondre aux besoins définis, dans la mesure où leurs propres moyens le leur permettent, de façon intégrée. Comme il a été dit plus haut, un certain nombre de projets pilotes de cette nature, associant différents PMA, seront mis sur pied à la réunion de haut niveau d'octobre sous forme de "tables rondes" présidées par le pays concerné.

13. Après la réunion de haut niveau, le personnel des six organisations intergouvernementales poursuivra l'application de cette approche intégrée en réponse aux évaluations des besoins qui seront achevées par les autres PMA. Cela pourrait se faire dans le cadre des activités courantes, en utilisant dans la mesure du possible les occasions offertes par les réunions des groupes consultatifs de la Banque mondiale et les tables rondes du PNUD qui ont lieu périodiquement, ou bien en organisant des réunions extraordinaires, à cet effet, ce qui permettrait d'assurer la continuité du processus et de donner à tous les PMA la possibilité de bénéficier de cette approche intégrée visant à soutenir leurs activités liées au commerce.

E. Documentation

14. Les participants à la réunion préparatoire seront invités à examiner certains des projets de documents qui sont actuellement préparés en vue de la réunion de haut niveau par les six organisations intergouvernementales les plus directement associées à celle-ci. Les documents que l'on envisage de présenter à la réunion de haut niveau en octobre traitent des questions suivantes:

- a) un cadre intégré pour l'assistance technique, y compris pour le renforcement des capacités humaines et institutionnelles en vue d'aider les PMA dans leurs activités commerciales et liées au commerce;
- b) l'examen des possibilités d'accès offertes aux pays les moins avancés sur leurs principaux marchés d'exportation, ainsi que des obstacles au commerce qu'ils rencontrent encore;
- c) l'examen des autres mesures multilatérales actuellement mises en oeuvre par les organisations intergouvernementales en faveur des PMA;
- d) l'examen du contexte de politique économique internationale et nationale dans lequel les PMA opèrent;
- e) le rôle du secteur privé en matière de commerce et d'investissement dans les PMA. Un document sera établi par le CCI sur la base des résultats d'un questionnaire envoyé au secteur privé;
- f) une stratégie commerciale durable dans les PMA;
- g) les inventaires des activités de coopération technique liées au commerce menées avec les pays les moins avancés par les six organisations intergouvernementales associées à la préparation de la réunion de haut niveau;
- h) les renseignements fournis par d'autres organisations intergouvernementales sur les activités de coopération technique liées au commerce dans les PMA;

- i) le rôle des technologies de l'information dans l'expansion des possibilités commerciales offertes aux pays les moins avancés et les moyens d'aider ceux-ci à les utiliser.

F. Participation des autres institutions

15. Le Secrétariat de l'OMC a écrit aux banques africaine et asiatique de développement, à la Banque islamique de développement, à la CESAP, à la CEA, à l'OMPI, à l'Organisation mondiale des douanes et à l'ONUDI pour les informer de la tenue de la réunion de haut niveau et les inviter à fournir des renseignements sur leurs activités d'assistance technique liées au commerce. Le secrétariat de l'OCDE a également été contacté. Il a été demandé aux autres organisations intergouvernementales les plus directement associées à la réunion de haut niveau de contacter elles-mêmes les autres organisations qui, selon elles, devraient y participer.

APPENDICE 1

PREPARATIFS EN VUE DE LA REUNION DE HAUT NIVEAU SUR LES MESURES
INTEGREES EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE DES
PAYS LES MOINS AVANCES: REUNION CONJOINTE DES
ETATS MEMBRES DE LA CNUCED ET DE L'OMC
(Genève, 26 juin 1997)

I. Ordre du jour provisoire et annotations

1. Election du Président
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Ordre du jour provisoire de la réunion de haut niveau

L'ordre du jour provisoire de la réunion de haut niveau et les annotations y relatives figurent à l'annexe I.

4. Examen des préparatifs en vue de la réunion de haut niveau

- a) Etat d'avancement des préparatifs des pays les moins avancés

Les participants voudront peut-être voir où en sont les PMA dans la préparation de l'évaluation globale de leurs besoins que le Directeur général de l'OMC leur a demandé d'effectuer par lettre en date du 7 mai 1997.

- b) Etat d'avancement des préparatifs de base entrepris par les secrétariats des principales organisations directement associées à la préparation de la réunion de haut niveau

Les participants voudront peut-être voir où en est l'élaboration des documents de base et documents d'information connexes qu'établissent les secrétariats des principales organisations directement associées à la préparation de la réunion de haut niveau.

5. Examen des dispositions financières concernant la réunion de haut niveau

Les participants disposeront du document HLM/LDC/... qui porte sur l'incidence financière de l'organisation de la réunion de haut niveau (participation des représentants des PMA, dépenses générales pour la conférence, consultants chargés d'aider les PMA à préparer leurs communications, etc.).

6. Participation à la réunion de haut niveau

Les participants devront décider quels gouvernements, outre les 48 PMA, seront invités à participer à la réunion de haut niveau. Une décision doit aussi être prise quant à la nature de la participation des milieux d'affaires, des ONG et des observateurs.

7. Autres questions

8. Adoption du rapport de la réunion

Annexe I

Projet

REUNION DE HAUT NIVEAU SUR LES MESURES INTEGREES
EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE
DES PAYS LES MOINS AVANCES

(Palais des Nations, 27-28 octobre 1997, salle XX)

I. Ordre du jour provisoire

1. Ouverture de la réunion
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés:
 - a) mesures visant à améliorer l'accès aux marchés offert aux pays les moins avancés et à diversifier leur production destinée à l'exportation. Ce point de l'ordre du jour offrirait aux Membres de l'OMC une occasion d'élargir, de façon autonome, l'accès à leur marché pour les importations en provenance des pays les moins avancés;
 - b) cadre intégré pour l'assistance technique, y compris pour le renforcement des capacités humaines et institutionnelles en vue d'aider les pays les moins avancés dans leurs activités commerciales et liées au commerce, pour l'exécution de programmes avec différents PMA et pour la surveillance et l'évaluation de ces programmes;
 - c) autres mesures spécifiques visant à soutenir et à faciliter l'expansion des possibilités de commerce et d'investissement des PMA, et notamment à aider ces pays à améliorer leur capacité d'offre;
 - d) rôle du secteur privé dans le commerce et l'investissement dans les pays les moins avancés.
5. Autres questions
6. Adoption du rapport de la réunion

II. Annotations relatives à l'ordre du jour provisoire

Point 1 Ouverture de la réunion

La réunion de haut niveau aura lieu les 27 et 28 octobre 1997 à Genève (Palais des Nations, salle XX). La première séance plénière s'ouvrira à 10 heures le 27 octobre 1997.

Point 2 Election du bureau

Il est suggéré que les participants élisent un Président et un Vice-Président, et qu'un Rapporteur soit désigné.

Point 3 Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

L'ordre du jour provisoire approuvé à la réunion préparatoire, qui figure à la Section 1 ci-dessus, est présenté à la réunion de haut niveau pour adoption.

La réunion de haut niveau comprendra des séances plénières et des séances informelles. Ces dernières seront consacrées à l'application d'un programme cohérent et intégré de coopération technique liée au commerce à une première série de pays pilotes, de façon à répondre aux besoins globaux d'assistance technique liée au commerce, y compris pour le renforcement des capacités humaines et institutionnelles.

Documentation

HLM/LDC/... Ordre du jour provisoire et annotations

Point 4 Mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés

Les participants à la Réunion ministérielle de l'OMC tenue à Singapour sont convenus d'organiser la réunion de haut niveau pour favoriser une approche intégrée des moyens d'aider les pays les moins avancés à accroître leurs possibilités d'échanges commerciaux. En considération de cet objectif général, les participants voudront peut-être envisager de mettre en place un cadre intégré pour l'assistance technique, y compris pour le renforcement des capacités humaines et institutionnelles en vue d'aider les PMA dans leurs activités commerciales et liées au commerce. Ils pourraient aussi envisager des mesures visant à améliorer l'accès aux marchés offert aux PMA et à diversifier leur production destinée à l'exportation. La réunion offre aux partenaires commerciaux des PMA une occasion d'élargir, de façon autonome, l'accès à leur marché pour les importations en provenance de ces pays. Elle offre en outre une occasion d'envisager d'autres mesures spécifiques visant à soutenir et à faciliter l'expansion des possibilités de commerce et d'investissement des PMA et le rôle du secteur privé dans le commerce et l'investissement dans les PMA, et notamment à aider ces pays à améliorer leur capacité d'offre.

DocumentationDocuments de base

HLM/LDC/...	Cadre intégré pour l'assistance technique, y compris pour le renforcement des capacités humaines et institutionnelles en vue d'aider les PMA dans leurs activités commerciales et liées au commerce
HLM/LDC/...	Examen des possibilités d'accès offertes aux PMA sur leurs principaux marchés d'exportation, ainsi que des obstacles au commerce qu'ils rencontrent encore
HLM/LDC/...	Examen d'autres mesures multilatérales actuellement entreprises par des organisations intergouvernementales en faveur des PMA.
HLM/LDC/...	Examen du contexte de politique économique international et national dans lequel les PMA opèrent
HLM/LDC/...	Le rôle du secteur privé pour le commerce et l'investissement dans les PMA
HLM/LDC/...	Une stratégie commerciale durable dans les PMA

Documents d'information

HLM/LDC/...	Inventaire des activités de coopération technique liées au commerce menées avec les pays les moins avancés par les six organisations intergouvernementales associées à la préparation de la réunion de haut niveau
HLM/LDC/...	Renseignements fournis par d'autres organisations intergouvernementales sur les activités de coopération technique liées au commerce dans les PMA
HLM/LDC/...	Le rôle des technologies de l'information dans l'expansion des possibilités commerciales offertes aux PMA et les moyens d'aider ceux-ci à les utiliser

Des communications des pays les moins avancés devraient s'ajouter aux documents indiqués ci-dessus.

APPENDICE 2

REUNION DE HAUT NIVEAU SUR LES MESURES INTEGREES
EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE
DES PAYS LES MOINS AVANCES
(Genève, 27-28 octobre 1997)

Premier jour: (Lundi) <u>27 octobre</u>			
10-11 heures	Séance d'ouverture		
11-13 heures	Séance extraordinaire/ tables rondes		
		Consacrée(s) à un pays*	Thématique(s)**
		Pays a) : :	Question a) : :
15-18 heures	(suite)	b) : :	b) : :
		c) : :	c) : :
		d)	d)
	
Deuxième jour: (Mardi) <u>28 octobre</u>			
10-13 heures	(suite)		
Séances de clôture:			
15 heures-16h.30	Table ronde de clôture Résultat des séances consacrées aux pays Résultat des séances thématiques		
16h.30-18 heures	Recommandations de la réunion de haut niveau		

*Le choix des pays se ferait sur la base de critères objectifs, à savoir sur la qualité de la présentation par le pays de l'évaluation des besoins.

**Parmi les thèmes à aborder figurent des questions telles que l'accès aux marchés et l'amélioration des capacités d'offres des PMA.

APPENDICE 3

(Papier à en-tête du Directeur général)

Monsieur/Madame le Ministre,

A leur première Conférence ministérielle, tenue à Singapour en décembre 1996, les Ministres des gouvernements Membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont convenus que l'OMC organiserait une réunion avec la CNUCED et le Centre du commerce international, avec la participation des organismes d'aide, des institutions financières multilatérales et des pays les moins avancés, pour favoriser une approche intégrée des moyens d'aider ces pays à accroître leurs possibilités d'échanges commerciaux.

Il a donc été décidé qu'une réunion de haut niveau consacrée au commerce des pays les moins avancés aurait lieu à Genève les 27 et 28 octobre 1997. Les 48 pays les moins avancés reconnus comme tels par les Nations Unies seront invités à participer à cette réunion avec de hauts fonctionnaires spécialistes des questions commerciales de pays industrialisés et de pays en développement.

Les secrétariats de la Banque mondiale, du CCI, de la CNUCED, du FMI, de l'OMC et du PNUD ont commencé à préparer la réunion. Vous recevrez en temps utile une invitation formelle à participer à cette réunion, ainsi que d'autres détails sur les questions qui seront examinées et sur les dispositions administratives concernant votre participation. J'espère que votre Gouvernement aura la possibilité de se faire représenter par de hauts fonctionnaires.

L'un des principaux objectifs de la réunion sera de mettre en place une approche intégrée à l'usage des organisations internationales les plus directement concernées, pour soutenir les activités liées au commerce des pays les moins avancés, et notamment aider ces pays à améliorer leur capacité d'offre. Nous considérons que cette approche peut se révéler réellement profitable, tant pour les PMA que pour les organisations internationales qui participeront à cette action.

A l'occasion de la réunion, nous nous proposons de commencer à appliquer l'approche intégrée à un premier groupe de PMA. Les pays qui feront partie de ce premier groupe seront ceux qui auront été en mesure d'effectuer, d'ici à la réunion de haut niveau, une évaluation globale de leurs besoins d'assistance technique liée au commerce et de renforcement de leurs capacités humaines et institutionnelles, et dont les besoins dans ces domaines auront été pris en compte de manière intégrée par les organisations internationales concernées. Il faudrait par conséquent que les PMA aient terminé l'évaluation globale de leurs besoins pour la mi-septembre 1997 au plus tard. Nous ne nous attendons certes pas à ce que tous y parviennent. J'insiste donc sur le fait que nous sommes résolus à poursuivre cette action après la réunion de haut niveau, et à appliquer l'approche intégrée aux autres pays les moins avancés qui souhaitent collaborer avec nous pour améliorer la qualité des activités de coopération technique liée au commerce que les organisations internationales concernées sont en mesure de vous proposer.

A cet effet, j'adresse aux Ministres du commerce de tous les pays les moins avancés une lettre les invitant à préparer une évaluation globale des besoins de leurs pays en matière d'assistance technique liée au commerce et de renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Vous trouverez ci-joint une liste de questions que nous avons établie afin de vous aider à effectuer cette évaluation de façon structurée. J'appelle votre attention sur le fait qu'il importe que chacun des pays les moins avancés procède à l'évaluation de ses propres besoins de façon que le processus dans son ensemble soit bien guidé par la demande. Au demeurant, ainsi qu'il est indiqué dans la note introductive précédant la liste, les pays intéressés peuvent demander une aide pour évaluer leurs besoins aux six organisations internationales les plus étroitement associées à l'organisation de la réunion de haut niveau. Si vous avez l'intention de demander une assistance de ce type, je vous saurais gré de bien vouloir vous adresser en premier lieu au Secrétariat de l'OMC.

Si vous désirez d'autres renseignements sur les questions mentionnées dans ma lettre ou dans la liste ci-jointe, n'hésitez pas à me le faire savoir.

Les Chefs de secrétariat des autres organisations internationales qui préparent la réunion de haut niveau et moi-même espérons sincèrement que vous réserverez un accueil favorable à notre invitation à participer à cette importante initiative.

Veillez agréer, Monsieur/Madame le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Renato Ruggiero

7 mai 1997

LISTE DE QUESTIONS POUR L'EVALUATION DES BESOINS DE
COOPERATION TECHNIQUE LIEE AU COMMERCE

La liste ci-après a été établie dans le cadre des préparatifs en vue de la réunion de haut niveau sur les pays les moins avancés que les participants à la Conférence ministérielle de l'OMC, tenue en décembre 1996, ont prévu d'organiser. La réunion de haut niveau aura lieu à Genève les 27 et 28 octobre 1997.

Cette liste est destinée à permettre aux gouvernements des pays les moins avancés de préparer plus facilement l'évaluation de leurs besoins en matière de coopération technique liée au commerce, selon le schéma ci-après.

L'objectif visé est d'obtenir une appréciation globale des besoins de coopération technique des pays les moins avancés pour les questions liées au commerce, c'est-à-dire, en substance, l'assistance technique et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles, tant dans l'immédiat qu'à plus long terme. Les résultats de cette évaluation des besoins serviront à mettre au point un cadre cohérent et intégré dans lequel s'inscrira l'aide extérieure destinée à soutenir les activités liées au commerce des pays les moins avancés à tous les niveaux, et notamment à aider ces pays à améliorer leur capacité d'offre. Ce cadre sera l'un des principaux éléments qui seront examinés à la réunion de haut niveau en octobre; il est également prévu de l'utiliser à cette réunion pour mettre en oeuvre un programme cohérent et intégré de coopération technique liée au commerce afin de répondre aux besoins des différents pays les moins avancés.

Si l'on attend des pays les moins avancés qu'ils procèdent eux-mêmes à l'évaluation de leurs besoins de façon que le processus dans son ensemble soit bien guidé par la demande, il est entendu que les six organisations internationales les plus étroitement associées à l'organisation de la réunion de haut niveau (la Banque mondiale, le Centre du commerce international, la CNUCED, le Fonds monétaire international, l'OMC et le PNUD) apporteront aux gouvernements des pays les moins avancés qui en feront la demande *une aide pour évaluer leurs besoins*. Les demandes d'assistance de ce type doivent être adressées au Directeur de la Division du développement du Secrétariat de l'OMC, qui les transmettra aux cinq autres organisations.

La liste de questions comprend les grandes rubriques suivantes:

- A. Politique commerciale
- B. Obstacles/entraves aux efforts d'expansion du commerce déployés par les PMA:
 - i) Contraintes au plan de l'offre
 - problèmes liés à l'infrastructure matérielle, par exemple transports intérieurs, transports maritimes, transports aériens, ports, entreposage, télécommunications, etc.;
 - problèmes liés à la capacité institutionnelle, y compris le contrôle de la qualité;
 - insuffisance de l'investissement, intérieur et étranger.
 - ii) Promotion des échanges commerciaux et services de soutien

iii) Sur les marchés étrangers

- lacunes en matière d'information commerciale;
- problèmes d'accès aux marchés;
- problèmes de commercialisation/distribution;
- autres problèmes sur les marchés d'exportation.

C. Assistance technique

i) Besoins d'assistance technique

ii) Nouvelles techniques d'information/de communication

LISTE DE QUESTIONS

A. Politique commerciale

- a) Quels sont les secteurs qui, à votre avis, ont un potentiel d'exportation inexploité ou sous-exploité?
- b) Pourriez-vous définir le point de vue de votre pays concernant les raisons des changements qui ont pu intervenir dans la structure et l'orientation des courants d'échanges (exportations et importations)?
- c) Quels ont été tout récemment les objectifs de la politique commerciale, par rapport à ce qu'ils étaient il y a une vingtaine d'années?
- d) Quels sont les Ministères chargés des questions de politique commerciale, y compris l'élaboration, la mise en oeuvre, les moyens d'application et la surveillance? Comment se fait la coordination? Quels sont les rôles respectifs des Ministères compétents (en particulier pour ce qui est des politiques tarifaires et autres politiques touchant directement les exportations et les importations de marchandises et de services)?
- e) Comment le secteur privé et les établissements universitaires sont-ils associés à l'élaboration et à la conduite de la politique commerciale?
- f) Quelles sont les institutions de votre pays qui peuvent jouer un rôle dans la mise en oeuvre d'un projet lié au commerce au niveau local? Indiquez leurs rôles respectifs.
- g) Quelles sont les principales lois et réglementations en matière de politique commerciale - à l'exportation et à l'importation? Veuillez donner une brève description de chacune.
- h) Quels sont les principaux instruments de la politique commerciale - à l'exportation et à l'importation? Veuillez préciser (par exemple, pour les restrictions à l'importation, les questions pourraient être les suivantes: Quels sont les produits assujettis à des interdictions d'importer? Quels sont les produits assujettis à des restrictions quantitatives à l'importation? Quelles sont les prescriptions en matière de licences? etc.; Quel est le taux de droit le plus élevé actuellement en vigueur? Existe-t-il des droits d'accise, d'autres taxes "intérieures" dont le taux est différent pour les produits importés, ou pour des types de produits principalement importés?).
- i) Si vous êtes Membre de l'OMC ou si vous avez engagé la procédure d'accession, quelles sont les dispositions prises par votre pays pour se conformer aux Accords de l'OMC?
- j) Le cadre de l'OMC est-il familier:
 - aux institutions gouvernementales et paragouvernementales?
 - au secteur privé?
- k) De quelle assistance technique avez-vous besoin pour pouvoir vous conformer aux Accords de l'OMC?

- l) Dans quels domaines spécifiques des Accords de l'OMC avez-vous besoin d'une assistance technique (par exemple accès aux marchés, agriculture, règles (pratiques antidumping, subventions, licences d'importation, règles d'origine, sauvegardes, etc.), OTC et SPS, services, ADPIC)?
- m) Comment évaluez-vous vos capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et de négociations, tant multilatérales que bilatérales, dans des domaines déjà couverts par les Accords de l'OMC et dans d'autres domaines liés au commerce, par exemple la politique de concurrence et le commerce et l'environnement?

B. Obstacles à l'expansion du commerce

Les obstacles au commerce, y compris les problèmes sur les marchés d'exportation, l'infrastructure, les capacités humaines, les blocages institutionnels, les problèmes de financement du commerce et les lacunes en matière d'information commerciale, peuvent empêcher un PMA de tirer pleinement parti des possibilités commerciales.

Contraintes au plan de l'offre, y compris les blocages institutionnels

- a) Quels sont les principaux éléments qui bloquent le développement d'une capacité soutenue *d'exportation* de marchandises et de services (par exemple facilitation du passage en douane, taux de fret, gestion de la qualité, élimination des procédures juridiques et administratives compliquées, manque de personnel qualifié, accès aux facteurs de production importés à des prix internationaux, ou insuffisance des services de télécommunication ou de transport, des installations portuaires, etc.)?
 - Les pays sans littoral peuvent être confrontés à des problèmes additionnels, par exemple s'ils doivent utiliser pour exporter leurs produits des systèmes de transport et des services portuaires coûteux ou peu fiables. Si tel est le cas pour votre pays, veuillez indiquer quels sont ces problèmes. De quel type d'assistance technique auriez-vous besoin pour les régler?
- b) Y a-t-il des blocages *institutionnels* susceptibles de nuire à la bonne marche des politiques commerciales de votre pays? Veuillez donner des détails. Par exemple, quels sont les problèmes signalés par les différents acteurs, à savoir les exportateurs, les producteurs, les fournisseurs de services (banques, compagnies d'assurance, services de contrôle de la qualité, transporteurs, etc.), les associations professionnelles et les ministères? Ces problèmes paraissent-ils se poser principalement dans les domaines suivants:
 - i) ressources humaines
 - ii) gestion de l'institution
 - iii) ressources financières et matérielles
 - iv) communication
- c) Quels sont les principaux éléments qui bloquent la *diversification des exportations*?

- d) Si l'*investissement* dans la production de marchandises et de services est insuffisant, quelles en sont les principales raisons? Veuillez préciser (par exemple contraintes structurelles, difficultés pour attirer l'investissement étranger, développement limité des entreprises, financement, manque de techniques appropriées, etc.).
- e) Existe-t-il une politique nationale visant à encourager les possibilités d'investissement lié à l'exportation? Veuillez préciser. Quelles sont les dispositions prises pour examiner, élaborer et négocier les arrangements contractuels avec les investisseurs étrangers?
- f) Quels sont les principaux obstacles au transfert, au développement et à l'acquisition de technologies? Existe-t-il une politique/stratégie nationale dans ce domaine? Veuillez préciser.
- g) Quels sont vos besoins d'assistance, technique ou autre, pour atténuer les contraintes au plan de l'offre?

Promotion des échanges commerciaux et services de soutien

La promotion des échanges commerciaux comprend un ensemble intégré de services techniques et financiers destinés à renforcer la compétitivité globale des *entreprises* et à faciliter ainsi leur accès et leur participation accrue au commerce international.

- h) Vos entreprises, petites et moyennes en particulier, ont-elles des difficultés à développer leurs exportations? Quels sont leurs problèmes dans les principaux secteurs d'exportation?
- i) Quels sont les problèmes que rencontrent vos entreprises lorsqu'elles veulent obtenir des informations fiables et actualisées sur les possibilités d'exportation/importation?
- j) Vos entreprises peuvent-elles offrir aux acheteurs étrangers des produits dont la conception, la qualité et le conditionnement sont acceptables au plan international? Dans la négative, quels sont les problèmes qui se posent?
- k) A quels problèmes, autres que ceux qui concernent la politique commerciale, pensez-vous être confronté si vous envisagez de développer vos exportations de services (par exemple logiciels, tourisme)?
- l) Quels sont les problèmes techniques/professionnels rencontrés par les institutions de soutien aux échanges (par exemple le conseil de promotion des échanges commerciaux, la chambre de commerce, l'association des exportateurs, etc.) de votre pays pour fournir leurs services à des entreprises d'exportation/importation?
- m) Quels problèmes et quels inconvénients les entreprises rencontrent-elles dans leurs achats internationaux et la gestion de leurs stocks?
- n) Quels sont les disponibilités et arrangements actuels en matière de facilités de financement des échanges (par exemple garanties de crédit à l'exportation, etc.)? Des carences ont-elles été signalées dans ce domaine?

- o) Quels sont les principaux problèmes qui se posent pour améliorer les qualifications du personnel chargé de la gestion des exportations/importations dans vos entreprises commerciales? Existe-t-il des programmes de formation dans votre pays? Quelles sont les carences?
- p) Votre service de représentation commerciale réussit-il à promouvoir activement votre commerce? Quelles sont les insuffisances?
- q) Veuillez décrire brièvement vos besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de services de soutien.

Accès aux marchés

- r) Quels sont vos principaux problèmes d'accès aux marchés?
- s) Quels problèmes ou obstacles spécifiques gênent le plus vos exportateurs, et dans quels pays les rencontrent-ils?
- t) Arrangements commerciaux régionaux et sous-régionaux: veuillez indiquer les arrangements auxquels votre pays participe. Etes-vous satisfait de la façon dont ils fonctionnent? Veuillez signaler les problèmes inhérents à chacun d'eux. Avez-vous des suggestions à faire sur la façon de régler ces problèmes?
- u) Avez-vous des problèmes pour utiliser les systèmes de préférences existant en matière d'accès aux marchés, par exemple le SGP, le SGPC? Veuillez indiquer la nature des problèmes inhérents à chacun d'eux.
- v) Quels sont vos besoins d'assistance technique en matière d'accès aux marchés?

C. Assistance technique

L'assistance technique est normalement offerte aux pays en développement et aux pays les moins avancés pour constituer ou renforcer leurs capacités humaines et institutionnelles, leur fournir des renseignements commerciaux et un soutien juridique lié au commerce, et améliorer leur capacité d'offre afin qu'ils puissent jouer un rôle plus actif dans le domaine des échanges multilatéraux.

- a) Dans la mesure où ce type de renseignements est facilement disponible, pouvez-vous indiquer brièvement quelle assistance liée au commerce vous avez reçue au cours des cinq dernières années de sources bilatérales et multilatérales et quels projets/programmes sont actuellement envisagés dans ce domaine?
- b) Veuillez résumer vos besoins d'assistance technique et autres en vous inspirant de la présente liste de questions. Veuillez les classer par ordre de priorité.
- c) Si vous considérez les renseignements que vous avez pu fournir jusqu'ici en réponse aux questions figurant dans la présente liste, quels types de renseignements vous paraissent manquer encore ou pouvoir être affinés? Auriez-vous besoin d'une assistance technique pour fournir les renseignements manquants?

- d) Votre pays dispose-t-il de la capacité technologique et des ressources humaines nécessaires pour utiliser les nouveaux outils des technologies de l'information/de la communication tels que le CD-Rom, Internet, etc.? De quelle assistance auriez-vous besoin pour que votre pays puisse utiliser ces outils dans le contexte de la formation et, sur un plan plus général, dans celui du développement des échanges commerciaux?